

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

(7 avril 1984 au 25 avril 1986)

RAPPORT

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS, 1986

SUPPLEMENT N^o 13



NATIONS UNIES

Santiago du Chili, 1986

482(XXI) APPUI AU NOUVEAU PROJET INSTITUTIONNEL ET AU PROGRAMME DE TRAVAIL DE
L'INSTITUT LATINO-AMERICAIN ET DES CARAÏBES DE PLANIFICATION
ECONOMIQUE ET SOCIALE (ILPES)

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant que l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES) a été créé, aux termes de la Résolution 340(AC.66) de la Commission en tant qu'institution permanente des Nations Unies possédant une identité propre au sein du système de la CEPALC,

Rappelant en outre que la résolution 474 adoptée par la dix-huitième session du Comité plénier de la CEPALC en 1985, consacre le changement de nom de l'Institut qui s'appelle dorénavant Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale, le sigle ILPES étant maintenu dans toutes les langues,

Tenant compte des résultats de deux réunions tenues à Mexico, du 15 au 17 avril 1985: la sixième réunion du Comité technique de l'ILPES et la cinquième Conférence des Ministres et Directeurs de la planification de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui constitue la plus haute instance du Système de coopération et de coordination entre les organismes de planification de l'Amérique latine et des Caraïbes,

Reconnaissant que l'Institut fournit de précieux services aux pays de la région et constitue le principal organisme de ce type en matière de planification et de coordination des politiques publiques, faisant office à la fois d'organisme multilatéral permanent des Nations Unies et d'agence intergouvernementale de services,

1. Prend note avec satisfaction du rapport d'activités de l'ILPES pour la période 1984-1985 et du programme de travail pour 1988-1989. A cet égard:

a) exprime sa satisfaction pour les efforts de modernisation de la gestion déployés par l'Institut;

b) remercie les organismes des gouvernements membres et non membres de leur contribution au nouveau Projet institutionnel de l'ILPES et leur recommande d'appuyer l'Institut afin de stabiliser sa capacité technique;

c) réaffirme son soutien aux effectifs minima de personnel technique proposés dans le nouveau Projet institutionnel de l'ILPES;

2. Exprime à nouveau sa gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de l'aide financière qu'il a fournie à l'ILPES en 1986 et de l'appui permanent de son réseau de représentants résidents et demande que le soutien à l'ILPES soit prévu dans la nouvelle phase de programmation du PNUD, pour lui permettre notamment de travailler dans des domaines prioritaires de planification et de coordination des politiques publiques;

3. Recommande au Secrétaire exécutif de poursuivre ses efforts pour doter l'ILPES de ressources stables et d'une plus grande flexibilité en tant qu'agence multilatérale de prestation de services;

4. Se rallie à la proposition de concentrer les travaux de la sixième Conférence des Ministres et Directeurs de la planification de l'Amérique latine et des Caraïbes sur le thème du rôle que doivent jouer les organismes nationaux de planification dans la coopération régionale, dans le contexte d'une stratégie de relance et de développement;

5. Réaffirme que l'ILPES doit intensifier ses activités dans les pays de l'Isthme centraméricain et appuyer les mécanismes des responsables de la planification de cette sous-région;

6. Exprime sa satisfaction pour les importants travaux déjà menés par le Groupe mixte CEPALC/ILPES de planification pour les Caraïbes, récemment créé, et appuie son programme de travail ainsi que ses nouvelles modalités de fonctionnement;

7. Reconnaît les efforts déployés par l'ILPES pour harmoniser ses activités avec celles d'autres organismes internationaux et bilatéraux de pays non membres et exprime sa satisfaction pour l'appui fourni à l'Institut par la Banque interaméricaine de développement, les nouvelles activités menées avec l'Institut de développement économique de la Banque mondiale, et le resserrement des liens de collaboration avec le Département de coopération technique pour le développement des Nations Unies et le Centre latino-américain d'administration pour le développement;

8. Souligne la grande capacité de mobilisation de l'ILPES qui, malgré des ressources limitées, a intensifié de façon substantielle ses activités en matière de services consultatifs, formation et recherche;

9. Recommande aux gouvernements membres d'envisager, dans la mesure de leurs moyens et dans le cadre de leurs priorités nationales, de faire appel aux différentes sources de coopération --multilatérales ou bilatérales, publiques ou privées-- afin d'appuyer les activités spécifiques qu'ils pourraient demander à l'ILPES;

10. Exprime à nouveau sa gratitude aux gouvernements de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Japon et des Pays-Bas pour le soutien qu'ils ont apporté à l'ILPES et les invite, ainsi que d'autres pays hors de la région, à appuyer l'exécution du Programme de travail futur de l'Institut.

230ème séance
25 avril 1986